



Défendons nos libertés !

Non à l'état d'exception permanent

Levée de l'état d'urgence

Non à la déchéance de nationalité

En adoptant la réforme constitutionnelle proposée par François Hollande, la majorité des députés a donc accepté d'inscrire l'état d'urgence et la déchéance de nationalité dans la Constitution. Le Sénat se prononcera le 16 mars. Ensuite, le projet de révision de la constitution devra, pour être adopté, être voté par les 3/5^{èmes} du Congrès, en avril-mai.

L'état d'urgence a été reconduit une seconde fois, jusqu'au 26 mai, avec un nombre de votes positifs des parlementaires, toutefois inférieur à celui du mois de novembre.

L'état d'exception devient ainsi permanent, pour une efficacité toute relative (3 230 perquisitions pour 5 enquêtes ouvertes). Les dérapages constatés et, plus globalement, les menaces que fait peser l'état d'urgence sur l'État de droit sont alarmants : manifestations interdites, assignations à résidence abusives, perquisitions brutales sans motif, criminalisation de l'activité militante.

La vigilance s'impose car, dans les semaines qui viennent, un projet de réforme de la procédure pénale va également être soumis au vote, comportant des mesures dangereuses pour les libertés telles que l'assignation à résidence des personnes sur seule décision du préfet, l'élargissement de la légitime défense des policiers ou encore la rétention de personnes pendant quatre heures sans avocat, etc.

Notre mobilisation du 30 janvier : manifestations, à l'appel de dizaines d'associations, de syndicats et d'organisations politiques dans plus de 80 villes, regroupant plus de 40 000 personnes, dont 20 000 à Paris, **a fait reculer nombre de parlementaires**.

La mobilisation doit donc se poursuivre et s'amplifier. C'est pourquoi plusieurs dizaines d'associations, de syndicats, de partis, appellent à une journée nationale de mobilisation

SAMEDI 12 MARS

MANIFESTATION 14 h, Métro Saint-Michel

Rassemblement à partir de 15 heures

Place Edmond Rostand (M° Luxembourg)

Avec prises de parole, spectacles, rencontres avec députés et sénateurs

Le collectif « Solidarité et libertés 10^e - Sortons de l'état d'urgence » regroupe, dans le 10^e arrondissement, associations, syndicats, partis, habitant-es attaché-es à construire un autre chemin que celui que propose le gouvernement en réponse aux attentats de 2015 qui ont touché notre arrondissement.

Nous refusons la répression, les restrictions de liberté, la stigmatisation. Nous nous engageons en faveur d'une société solidaire, ouverte à l'autre, accueillante, libre et fraternelle.

Nous avons organisé une réunion publique avec une centaine de participants. Nous avons également demandé à la députée de l'arrondissement, que nous avons rencontrée, de refuser de voter la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité. Nous avons enfin écrit une lettre ouverte aux Sénateurs parisiens pour leur signifier notre refus de ce projet qui divise profondément la société, quand l'objectif devrait être de rassembler pour mieux lutter contre le terrorisme.

Collectif Solidarité et Libertés 10e - Sortons de l'état d'urgence : ACORT, ATF, ATTAC, Union locale CGT 10e, EE-LV, Ensemble nous sommes le 10e, Ensemble!, LDH 10e/11e, NPA, PCF, PCOF, PG, Ville Mains Jardins.

Pour nous contacter : collectifsolidaritesliberte10e@gmail.com



Samedi 12 mars

Défendons nos libertés !

Alors que le Sénat s'apprête à examiner le projet de réforme constitutionnelle concernant l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, plus de 150 organisations, rassemblées dans les collectifs « **Nous ne céderons pas !** » et « **Stop état d'urgence** », appellent à **une journée nationale de mobilisation (manifestations, rassemblements, réunions...)** le **samedi 12 mars**, partout en France, pour porter les revendications suivantes :

Défendons nos libertés !
Non à l'état d'exception permanent
Levée de l'état d'urgence
Non à la déchéance de nationalité

À Paris, rassemblement à partir de 15 heures
Place Edmond Rostand (M° Luxembourg)
Avec prises de parole, spectacles, tables des signataires

Précédé d'initiatives au quartier Latin, à 14h
M° Saint-Michel : manifestation vers la place Edmond Rostand
Place Edmond Rostand : rencontres avec députés et sénateurs

www.etatdurgence.fr

www.nousnecederonspas.org

www.stopetatdurgence.org